

LA DETTE N'EST PAS LA NOTRE! NOUS REFUSONS DE LA PAYER! RETRAIT DES PLANS D'AUSTERITE SARKOZY-FILLON!

En France, après celui du 24 août (12 milliards), un nouveau plan d'austérité a été annoncé par le gouvernement Sarkozy-Fillon le 7 novembre (7 milliards). Et déjà on nous annonce de nouvelles taxes, de nouvelles baisses des prestations sociales, de nouvelles attaques au temps de travail...

Partout en Europe les gouvernements mentent en disant que la dette augmente parce que nous vivons au-dessus de nos moyens, et que nous devons accepter l'austérité :

- Les salaires en berne alors que tout augmente
- Des coupes sombres dans les services publics et la protection sociale
- Les "restructurations" d'entreprises.

Quel mépris pour les familles angoissées par les fins de mois, pour les millions de travailleurs pauvres, les retraités dans la misère, la jeunesse précarisée, les salariés licenciés pour préserver les dividendes des actionnaires!

Cette dette n'est pas la nôtre, elle est illégitime.

C'est le résultat de 30 années de politiques libérales, qui ont amené à :

- Transformer les déficits des banques en dettes publiques d'Etat, avec des taux d'intérêts toujours plus hauts.
- Réduire les recettes des Etats par la baisse des impôts des plus riches et des entreprises.
- Priver de ressources la protection sociale par les exonérations de cotisations des entreprises.

Elle a explosé ces 3 dernières années pour sauver le capitalisme, en ingurgitant des centaines de milliards de dettes bancaires, afin d'éviter à ces banques l'effondrement qu'elles ont pourtant elles-mêmes créé !

Dans toute l'Europe, la "troïka" (Union Européenne,

la Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International) exige de tous les partis (droite et gauche) qu'ils recourent à l'union nationale, au consensus pour rembourser la dette, donner des gages aux marchés financiers ; elle exige des organisations syndicales qu'elles se prêtent au "dialogue social", s'intègrent à leur "gouvernance" pour appliquer les plans d'austérité.

Il ne peut y avoir de consensus pour secourir un système qui n'offre comme perspective que survie et misère à l'immense majorité pour le profit d'une minorité.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernale vers le bas : le projet de nouveau traité européen nous promet "l'austérité durable" ! Dans toute l'Europe, des travailleurs et des chômeurs sont dans l'action pour refuser ces plans d'austérité à répétition.

La résistance s'impose pour défendre les intérêts des classes exploitées les conquêtes sociales et démocratiques. Par l'unité d'action des organisations, au-delà de leurs divergences, il est possible de les arrêter.

Quels que soient les choix des uns et des autres pour les élections de 2012, chacun est conscient qu'un vrai changement ne viendra que d'un puissant mouvement social.

**Rassemblons-nous pour résister aujourd'hui,
pour ouvrir la perspective d'une alternative à la dictature
des capitalistes sur nos vies.**

